

Numéro 38
Mai
2021



**p 8 L'alphabétisation,
une demande durable**

Le programme d'alphabétisation est un projet primordial. Pourquoi est-il si important, comment est-il organisé, vers quelle population est-il orienté ?

**p 14 L'espoir
au-delà des difficultés**

Écrasé par les difficultés, Haïti entend cependant rester debout et son attachante population continue à redresser la tête coûte que coûte.

**p 16 Des ambitions pour l'école,
un résultat mitigé**

En Inde, malgré une volonté gouvernementale de scolariser en masse, les conditions d'accueil des élèves sont parfois encore bien précaires et inégales.

Edito

Scolarisation, alphabétisation, éducation, formation, sont les maîtres mots pour l'accès d'un pays au développement durable.

Les gouvernements des pays en voie de développement doivent prendre conscience de l'importance de l'éducation des jeunes et de la qualité de l'enseignement qui est dispensé dans les établissements scolaires.

Tout pays dont le taux d'alphabétisés est inférieur à 40% ne peut espérer accéder au développement durable. Cette prise de conscience des gouvernants est primordiale, car tout est lié. Le défaut d'éducation a des conséquences importantes sur le taux de natalité, les mariages précoces, la santé et le chômage qui sont autant de boulets à traîner et qui sont autant de freins pour l'économie.

LACIM depuis des décennies mène des actions pour une meilleure éducation dans tous les pays où elle intervient auprès des populations.

Nous avons voulu ce numéro du LACIM infos sur ce thème de l'éducation. Vous y trouverez, pour chaque pays d'intervention, des informations sur le système éducatif et sur les projets développés par LACIM pour satisfaire aux besoins des populations des villages.

Yves GAUCHER, Président ■



« Former des hommes, ce n'est pas remplir un vase,
c'est allumer un feu. »

SOMMAIRE

Edito	p 2	Niger, Relever le défi de l'éducation	p 12 & 13
L'éducation : pourquoi ? Parce qu'elle change le monde	p 3-4-5	Madagascar, Notre implication à Madagascar	p 14
Mali, LACIM face aux défis de l'école	p 6 & 7	Bangladesh, Un système scolaire à améliorer	p 15
Mali, L'alphabétisation, une demande durable	p 8 & 9	Inde, Des ambitions pour l'école, un résultat mitigé	p 16 & 17
Burkina Faso, Des actions variées pour soutenir l'éducation	p 10 & 11	Haïti, L'espoir au-delà des difficultés	p 18 & 19
		Nos films sur l'éducation	p 20

Directeur de la publication : Yves GAUCHER
Rédactrices en chef : Marie-Anne MARTIRÉ et Véronique RÉGNIER
Responsables du comité de rédaction :
Commission Inde : Andrée MONTEUX
Commission Afrique : Monique VINCENT

Commission Amérique Latine et Haïti : Geneviève MAUGUET
Commission France : Marie-Anne MARTIRÉ
Création et impression : Imprimerie ROLAND LENTILLY (69210)
Dépôt légal à parution.
Bulletin annuel gratuit. ISSN 1763-8585.

LACIM - Association de Solidarité Internationale
Association Loi 1901 - Reconnue d'utilité publique - Siège 42540 Croizet s/ Gand - France
Tél. : 04 77 63 25 42 / Email : lacim@lacim.fr

L'éducation : pourquoi ? Parce qu'elle change le monde

En 2015, plus de 193 chefs d'État se sont engagés à atteindre, en 15 ans, 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Ces ODD sont destinés à éradiquer la pauvreté, protéger la planète, offrir à tous les enfants l'accès à une éducation de qualité et garantir la prospérité pour tous... d'ici à 2030.



Objectif :

« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie »

Actuellement, on estime qu'un cinquième des enfants de moins de quinze ans sont **privés de scolarité** soit 263 millions d'enfants. Parmi eux, 128 millions vivent en situation de conflits ou de crise et 1 fille sur 4 ne va pas à l'école dans les pays en développement.

Les freins à l'éducation sont nombreux : la pauvreté des familles (le manque de moyens pour payer les frais de scolarité et la nécessité de faire travailler les enfants), l'éloignement de l'école, le manque

d'enseignants qualifiés, le manque d'équipement, le fait d'être une fille (mariages et grossesses précoces, insécurité à l'école...), les maladies pourtant évitables, les migrations nécessaires pour survivre, les catastrophes naturelles...

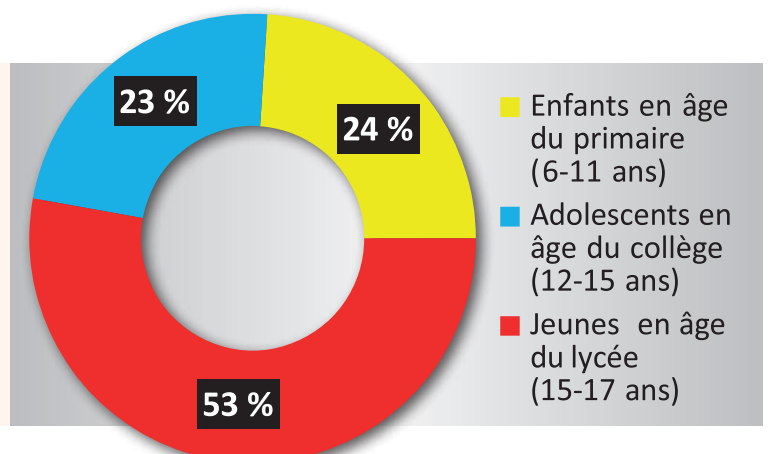
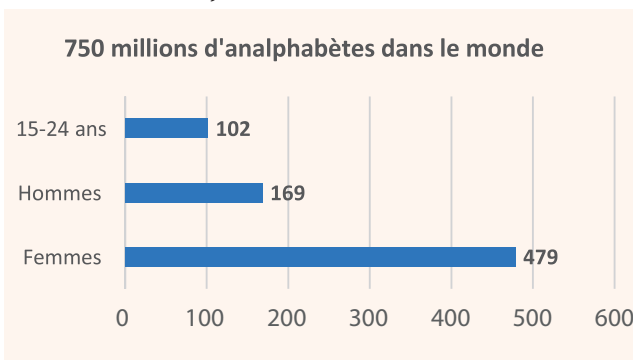
Tous ces éléments viennent priver des millions de personnes d'une éducation de qualité. Pourtant, l'éducation des enfants, mais aussi des adultes, est une pierre essentielle du développement.

« Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. »

(Art n°26 Déclaration universelle des Droits de l'Homme)



Chiffres de l'ONU, juillet 2020



263 millions de jeunes non scolarisés dans le monde

L'accès à une éducation de qualité **permet de lutter**

CONTRE



MALADIE ET MALNUTRITION

Un enfant âgé de moins de 5 ans a deux fois plus de chances de survivre si sa mère sait lire et écrire.

Éduquer des filles a permis d'éviter plus de 30 millions de décès d'enfants âgés de moins de cinq ans, et 100 millions de décès d'adultes âgés de 15 à 60 ans.

L'éducation permet de lutter contre les grandes pandémies : les femmes qui ont bénéficié d'une éducation post-primaire sont 5 fois plus susceptibles d'être informées sur le VIH/SIDA que les femmes analphabètes.



CONFLITS

Un accès égal à l'éducation entre les filles et les garçons diminue les risques de conflits violents par 37%.



PAUVRETÉ

Si tous les enfants des pays à faible revenu savaient lire, la pauvreté diminuerait de 12%.

171 millions de personnes pourraient éviter l'extrême pauvreté, si tous les enfants des pays les moins avancés quittaient l'école en ayant acquis les compétences de base nécessaires à la vie courante.



INÉGALITÉS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

Une fille éduquée a 6 fois moins de risques qu'une fille non éduquée d'être confrontée au mariage et aux grossesses précoces.

POUR



ENVIRONNEMENT

Rendre universel l'accès au second cycle de l'enseignement secondaire d'ici à 2030 développerait la conscience écologique, la prise en compte de l'environnement.



CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Une année d'école supplémentaire peut augmenter d'au moins 10% le revenu des hommes, d'au moins 20% le revenu des femmes.

Chaque année de scolarisation supplémentaire fait progresser le produit intérieur brut (PIB) annuel de 0,37%.



DROITS CIVIQUES

Les personnes alphabétisées sont davantage susceptibles de participer au processus démocratique et d'exercer leurs droits civiques.

Sources :
Organisation
Internationale du travail,
UNESCO UNICEF

Jean-Marie GUYON
et Marie-Anne MARTIRE
membres du CA



Mali



Bangladesh



Haïti



Inde

LACIM est consciente de tout cela et développe une action à petite échelle, mais bien utile, dans le domaine de l'éducation.

Nous participons :

- à la rénovation et à la construction d'écoles en dur : classes, bureau du directeur, latrines, électrification de classes, forages ;
- à l'aménagement des écoles : mobilier scolaire, bibliothèques, cantines, manuels scolaires ;
- à l'attribution de bourses pour favoriser la scolarisation des filles ;
- au financement des sessions d'alphabétisation, principalement à la demande des femmes et, depuis peu de temps, des hommes ;
- aux formations professionnelles d'adultes ;
- à l'information du public en France, à la sensibilisation et l'éducation des jeunes à la solidarité internationale.

L'ÉDUCATION EST LE FIL D'OR DU DÉVELOPPEMENT



*Enfants partant à l'école
à Durgapur - Bangladesh*



*Alphabétisation
à Marakadougou-Sirakoro - Mali*



*Remise de manuels scolaires
pour le collège de Lemnogo - Burkina Faso*



*Classe de pré-élémentaire
- Haïti*

LACIM face au défi de l'école



Il n'y a pas de développement sans un peuple instruit. Le soutien de la scolarité est une priorité des financements de LACIM au Mali, pour appuyer sur tous les leviers du système éducatif malien, face aux difficultés majeures auxquelles est confrontée l'école.

Dans le milieu rural, 74% des hommes et 84% des femmes n'ont jamais été scolarisés et dans le milieu urbain, cela concerne 34% des hommes et 47% des femmes. Le taux national de scolarisation est de 39% pour les filles et 56% pour les garçons. L'école malienne dispose d'un enseignant pour plus de 50 enfants. Les besoins sont donc importants et **LACIM contribue à relever les défis de l'école au Mali en faisant face aux difficultés.**

Face au manque d'infrastructures et d'équipement

LACIM a réalisé avec ou sans partenaires des dizaines de constructions d'infrastructures au profit de plusieurs écoles : salles de classe en dur ou en semi dur, latrines en dur, logements pour fixer les enseignants sur place. Les écoles manquent énormément de tables-bancs et la dotation en équipement est devenue une des priorités de notre action. Il faut noter aussi la fourniture de matériel didactique. Malgré tous les efforts que nous déployons, la tâche reste ardue et les besoins en infrastructures restent importants. Un seul partenaire n'est pas en mesure de satisfaire toutes les demandes à court et moyen terme.

Face à la réticence des parents à envoyer tous les enfants à l'école

Nous menons une sensibilisation accrue et des actions comme l'appui à la scolarisation des filles. Nous avons aussi agi en amont en permettant la création de projets générateurs de revenus pour les parents afin de faciliter le paiement des cotisations. L'alphabétisation des femmes a aussi contribué à améliorer la situation.

Pour l'appui à la scolarisation des filles, nous avons évité de donner l'argent aux filles sinon nous allions tomber dans un travers à l'instar d'autres partenaires : les parents, en recevant de l'argent au nom des filles, envoient les filles à l'école mais retirent les garçons.

La sensibilisation porte également sur le mariage précoce. Rien ne sert d'inscrire une fille à l'école puis à l'âge de la puberté la donner en mariage contre son gré. Il faut accompagner ces jeunes filles le plus loin possible dans leur cursus académique.

Face au niveau académique insuffisant des enseignants

Nous agissons peu dans ce domaine, si ce n'est en finançant la fourniture du matériel

didactique. Les enseignants formés dans les instituts de formation des maîtres sont trop chers pour les comités de gestion des écoles qui recrutent alors des personnes à peine lettrées. D'autres partenaires de l'école organisent des stages de perfectionnement des enseignants.

Les résultats de nos actions en faveur de l'école sont palpables.

Les effectifs ont beaucoup augmenté. Les collégiens ressortissants de nos villages sont de plus en plus nombreux. La réussite de nos actions fait que nous sommes assaillis de toute part pour la création d'écoles dans nos villages d'intervention et même d'autres villages. Nous déplorons malheureusement aujourd'hui la fermeture de milliers d'écoles dans les zones d'insécurité ce qui sera à coup sûr un arrêt brutal dans les efforts d'amélioration de l'éducation au Mali.

Niantigui DEMBÉLÉ,
salarié permanent de LACIM, MALI ■



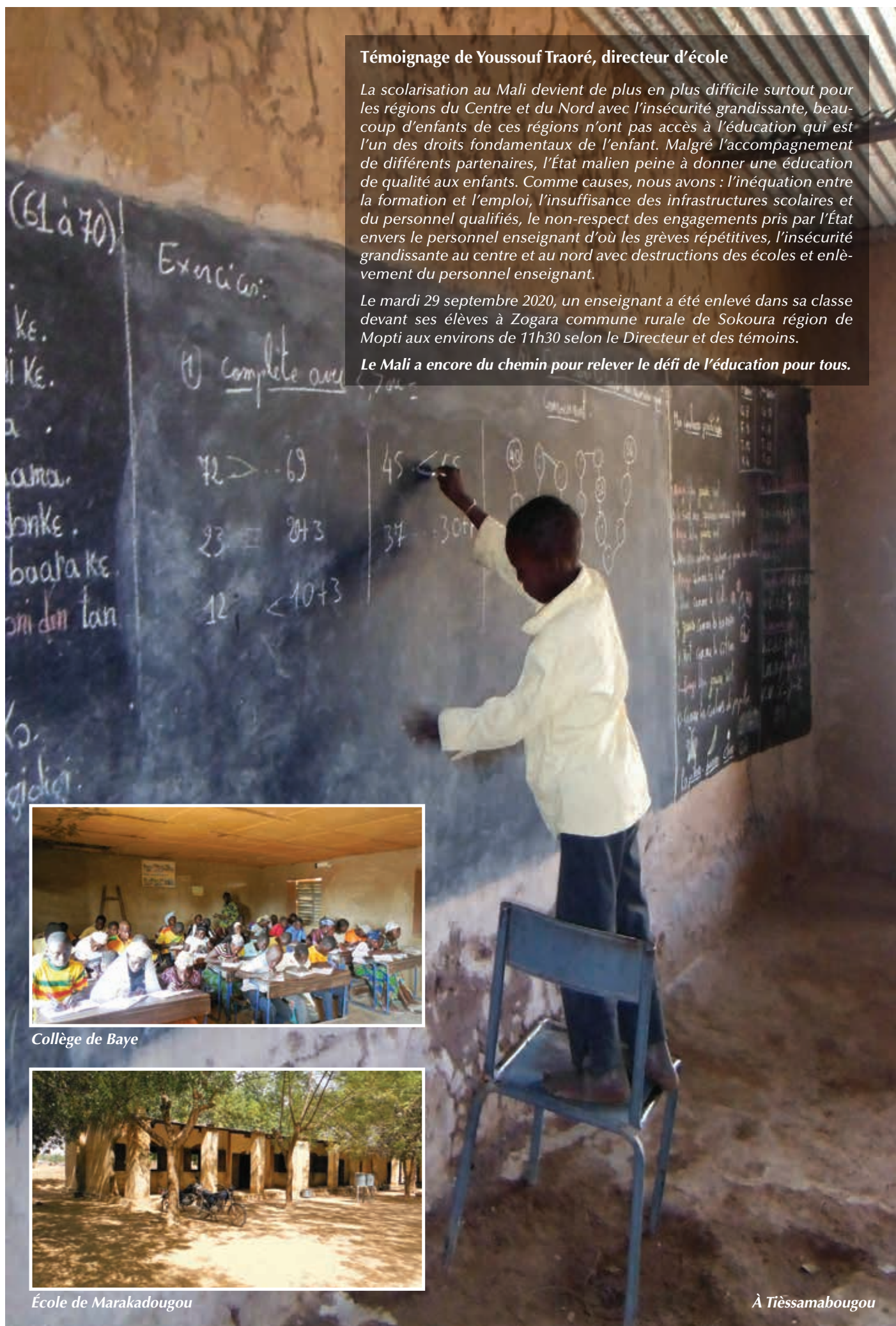
École de Tete-omto

Témoignage de Youssouf Traoré, directeur d'école

La scolarisation au Mali devient de plus en plus difficile surtout pour les régions du Centre et du Nord avec l'insécurité grandissante, beaucoup d'enfants de ces régions n'ont pas accès à l'éducation qui est l'un des droits fondamentaux de l'enfant. Malgré l'accompagnement de différents partenaires, l'État malien peine à donner une éducation de qualité aux enfants. Comme causes, nous avons : l'inéquation entre la formation et l'emploi, l'insuffisance des infrastructures scolaires et du personnel qualifiés, le non-respect des engagements pris par l'État envers le personnel enseignant d'où les grèves répétitives, l'insécurité grandissante au centre et au nord avec destructions des écoles et enlèvement du personnel enseignant.

Le mardi 29 septembre 2020, un enseignant a été enlevé dans sa classe devant ses élèves à Zogara commune rurale de Sokoura région de Mopti aux environs de 11h30 selon le Directeur et des témoins.

Le Mali a encore du chemin pour relever le défi de l'éducation pour tous.



Collège de Baye



École de Marakadougou

À Tièssamabougou

L'alphabétisation, une demande durable



« L'écriture est la plus grande invention humaine ».

Le programme d'alphabétisation est un projet primordial. Pourquoi est-il si important, comment est-il organisé, vers quelle population est-il orienté ?

Un projet primordial pour les femmes

Dans la majorité des cas ce sont les femmes qui en bénéficient car elles sont nombreuses à ne pas avoir pu suivre de scolarité auparavant. Il est primordial de leur donner une bonne base de connaissances pour qu'elles puissent mener à bien elles-mêmes les projets qui seront lancés par la suite et qui les concernent.

Ce projet est important, d'abord parce qu'il permet aux personnes concernées d'avoir des bases de lecture, d'écriture et de calcul, mais aussi parce qu'il répond à des besoins tout aussi primordiaux

et plus variés, en offrant des cours sur différents sujets tels que l'hygiène et l'assainissement, le suivi d'un micro-crédit, la gestion d'un moulin, le sevrage des enfants, l'importance des consultations prénatales, leur vie de femme, etc...

L'objectif final est que les femmes dégagent du temps pour pouvoir se consacrer à des activités génératrices de revenus familiaux.

Les femmes ayant suivi un programme d'alphabétisation témoignent qu'il a renforcé le lien social dans le village. Dans les bénéfices, elles reconnaissent aussi qu'elles comprennent mieux l'importance d'envoyer leurs enfants - filles ou garçons - à l'école.



Il n'est jamais ni trop tôt...



À **Diamanincoura**

Les premières expériences de LACIM

LACIM a démarré ces campagnes d'alphabétisation en 2004 sur une commune du cercle de Kati à l'ouest de Bamako. Cette expérience s'est avérée très positive et continue régulièrement dans les différents villages jumelés. Sur la région de Mopti des sessions ont été lancées à partir de 2005. Des cours ont également été donnés sur la région de Gao.

Des milliers de femmes ont pu bénéficier de l'alphabétisation grâce à LACIM.

C'est l'ONG GAE Sahel qui prend en charge les cours. Elle aide aussi les femmes qui le souhaitent à monter un projet.

Un concept efficace et bien adapté

L'alphabétisation se fait dans la langue maternelle.

La méthode utilisée est simple car elle est conçue à partir de la vie de tous les jours et des objets utilisés pour intéresser les auditrices et les aider à mieux appréhender ce qui est demandé par la formatrice. Chaque objet représente un mot, un nom, une activité. Cette méthode se décline en trois phases : visualisation, dessin de

la situation, introduction de l'alphabet et du calcul.

L'apprentissage de l'alphabet est surprenant car il s'appuie sur deux objets courants pour « dessiner » toutes les lettres : le « bâton » et la «alebasse».

Le dernier film créé à LACIM « *De laalebasse à l'écriture* » montre cette organisation dans différents villages au Mali.

En conclusion, pourquoi l'alphabétisation des femmes ?

C'est pour une plus grande solidarité. C'est pour un avenir meilleur. C'est pour une unité villageoise agrandie. C'est pour une meilleure vie sociale. C'est pour une vie familiale plus égalitaire. C'est pour une vie plus orientée vers l'extérieur. C'est pour une liberté intérieure. C'est pour une reconnaissance de leur travail. C'est pour une ouverture d'esprit.

C'est pour mieux se connaître entre elles. C'est pour mieux se connaître elles-mêmes. C'est pour leur vie de femmes tout simplement.

Et c'est finalement pour faire avancer leur pays.

Gérard VERSCHOORE, chargé de mission, MALI ■



À **Siramaso**



... **ni trop tard pour apprendre !**

Des actions variées pour soutenir l'éducation



Depuis 2013, LACIM intervient dans six villages et l'éducation occupe une place de choix dans les projets réalisés.

Le système éducatif burkinabè distingue le **système formel**, soit l'enseignement de base, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur et le **système non formel**, soit l'alphabétisation, la formation et le développement de l'environnement lettré.

L'État a fait des efforts pour améliorer l'accès à l'éducation et sa qualité, cependant beaucoup reste à faire.

L'enseignement est gratuit mais le taux de scolarité est insuffisant : préscolaire 12,3%, primaire 86,6%, post-primaire 49,3%, secondaire 21,9%.

En milieu urbain, le taux d'accès s'est nettement amélioré grâce à des promoteurs privés. En milieu rural, la précarité des familles et la faiblesse des infrastructures d'accueil font qu'il est bas.

Réalisation d'infrastructures et équipement scolaire

Kangaré, village pionnier de LACIM au Burkina, jumelé avec le comité LACIM Champfleury (63), est situé à l'entrée du Sahel. La contrée n'avait pas de collège d'enseignement post-primaire ni secondaire.

En 2012, LACIM a réalisé quatre salles de classe, un bâtiment administratif et un bloc de latrines modernes. L'extension du collège en lycée était devenue une nécessité, ce qui a été réalisé à la rentrée scolaire 2017-2018 grâce au financement par LACIM de la construction de la classe de première. La classe de terminale est envisagée pour 2021. Bel exemple de coopération réussie.

Booré, village jumelé avec le comité Seine et Loing (77) est situé à 85 km de la capitale. Booré et le village voisin n'ayant pas de collège à moins de 20 km, la population a obtenu en 2013 l'autorisation d'en ouvrir un, mais elle devait s'engager à réaliser les premières infrastructures. LACIM s'est alors investie dans le projet des habitants en réalisant deux hangars modernes pour les premières classes.

Aujourd'hui le collège construit par l'État central fait la fierté de la contrée mais il n'aurait jamais vu le jour sans l'engagement de LACIM aux côtés de la population.



Collège de Booré

Bouna, village jumelé avec Paris Mouzaïa, compte trois classes primaires. En 2014-2015, LACIM a financé la construction d'un hangar moderne pour la classe de CE2.

Lemnogo, village jumelé avec LACIM de Sens (89) avait une école primaire de deux bâtiments dont le plus ancien s'était dégradé au fil des années : le plafond hors d'usage n'abritait plus que des nids de chauve-souris. Sur demande de la communauté éducative, LACIM a financé la reprise complète du plafond.

En plus de la réalisation d'infrastructures d'accueil, LACIM intervient dans le domaine de l'équipement : tables-bancs pour les élèves, bureaux pour les enseignants et meubles de rangement.

Actuellement le village de Bouna, réfugié à Titao à cause de l'insécurité, a reçu des tables-bancs et du mobilier grâce au comité et à LACIM nationale, ce qui a sauvé l'année scolaire.

D'une façon générale et surtout en milieu rural, les établissements scolaires sont implantés hors du village. Les élèves parcourent souvent plusieurs kilomètres pour rejoindre l'école. En vue d'améliorer l'hygiène des élèves, LACIM s'est aussi engagée aux côtés des communautés éducatives dans la construction de latrines, à Kangaré, à Booré, etc.



Une classe du collège de Booré

Depuis 2007, la scolarité est obligatoire de 6 à 16 ans et gratuite.

En milieu rural surtout, les parents doivent cependant faire face à des dépenses pour les fournitures, les manuels scolaires, la tenue et la cotisation de l'association des parents d'élèves.

LACIM fournit les établissements en manuels scolaires.

En trois ans, l'école primaire publique de Lemnogo a reçu plus de 1200 manuels toutes disciplines confondues.

En milieu rural l'électricité n'existe pas. LACIM équipe en panneaux photovoltaïques des classes comme à Kangaré et Lemnogo pour le travail du soir. Cela permet une amélioration des résultats scolaires.



École La Lumière à Lemnogo

Appui en personnel enseignant

Le manque d'enseignants entraîne des suspensions de cours pendant une année scolaire. En 2013 et en 2019, LACIM Champfleury a permis aux classes de 6^{ème} et de seconde du lycée de Kangaré d'éviter une année blanche, en payant les frais de vacation et de déplacement de professeurs venant d'ailleurs.

L'éducation non formelle

L'alphabétisation est un droit fondamental qui donne aux individus les outils, la connaissance et la confiance en soi dont ils ont besoin pour améliorer leurs moyens d'existence, participer plus activement à leur société et faire des choix éclairés.

LACIM a financé des centres alpha dans trois villages. A Boulghin et à Lemnogo, ce sont essentiellement les femmes qui en ont exprimé le besoin. Ainsi plus d'une centaine de femmes, jamais scolarisées, ont

bénéficié de plusieurs sessions d'alphabétisation en langue vernaculaire. En plus d'apprendre à lire, écrire et compter, les thématiques abordées telles que le civisme, l'hygiène, la prévention, les nouvelles techniques agricoles, la protection de la nature constituent une formation de la personne.

A Booré, des jeunes non scolarisés ou déscolarisés se sont intéressés à l'alphabétisation. Au bout des deux sessions programmées, certains ont pu intégrer le système classique et poursuivre une scolarité normale.

Les autres formes d'interventions de LACIM pour l'éducation au Burkina

Sawadogo Wendpouiré, une fillette de Booré, sourde et muette, est pensionnaire dans un centre spécialisé depuis quatre ans grâce au soutien de LACIM.

Le **Centre de Formation des Aménageurs Ruraux (CFAR)**, une école de Bocage de la ferme pilote de Guiè, recrute chaque

année et forme pendant trois ans des jeunes déscolarisés venus de tout le pays. C'est pour eux une chance de reprendre leur vie en main tout en évitant l'orpaillage et la délinquance.

Depuis quatre ans, les comités de LACIM financent l'inscription de jeunes au CFAR, dont cinq ont déjà reçu leur CQP (certificat de qualification professionnelle). Ils s'auto-emploient ou sont recrutés par des agro-business-men.

L'apport de LACIM dans l'éducation au Burkina est important. Aussi bien dans l'amélioration de l'accès aux structures éducatives que dans l'amélioration de la qualité de l'éducation, les actions multi-formes de l'ONG ont contribué à donner un visage plus reluisant à l'éducation dans les villages jumeaux.

Halidou KANÉ ■



École de sourds à Ziniaré

Relever le défi de l'éducation



La scolarisation au Niger est globalement très mauvaise notamment en milieu rural. La réalité est inférieure aux statistiques de l'ONU.

Le nouveau Président de la République, monsieur Mohamed BAZOUM, dans son discours d'investiture du 02 avril 2021 a dépeint en toute lucidité et avec précision la situation réelle du système éducatif et de la scolarisation des enfants.

« Notre pays.../... son plus grand défi réside depuis son indépendance dans les faiblesses de son système éducatif. Si je considère le défi de l'éducation comme notre plus grand défi c'est parce que je sais que le faible taux de scolarité et le taux élevé des échecs scolaires ont pour effet de priver des contingents très nombreux d'enfants et de jeunes de réelle chance d'éducation. C'est cette situation qui explique les mariages précoces des jeunes filles (77% sont mariées avant 18 ans, 28% avant 15ans), la forte prévalence de la polygamie ainsi que la faible prévalence de l'utilisation des contraceptifs. Avec un taux de fécondité synthétique de presque 7 enfants par femme nous battons le record mondial en la matière. Avec un taux de croissance démographique de 3,9% par an nous sommes le pays où la population croît le plus vite au monde. Nous sommes du coup dans un cercle vicieux: plus nous faisons d'enfants moins nous sommes capables de les éduquer, moins nous les éduquons plus ils feront des enfants à leur tour, facteurs dans notre contexte socioéconomique de retard de développement et de croissance.../... »

Nous avons besoin prioritairement de.../...repenser radicalement notre système éducatif dans l'optique de faire de nos actifs démographiques des dividendes économiques.../...

Notre système éducatif souffre de capacités d'accueil insuffisantes, de capacités d'acquisition dérisoires et des taux de scolarisation, d'achèvement et de réussite aux examens très faibles: 30% pour le BEPC et 25% pour le Baccalauréat en 2019.

Pour mettre fin à cette situation je ferai de l'éducation un domaine dont je m'occuperai personnellement autant que je m'occuperai de la sécurité.

Un certain nombre de mesures seront prises à cet effet. Il s'agit de :

- la réactualisation de la carte scolaire,
- la professionnalisation du corps enseignant. Il est en effet impérieux et urgent de disposer d'enseignants professionnels maîtrisant les contenus à enseigner et les techniques d'enseignement et d'apprentissage.
- l'amélioration des résultats scolaires.
- la scolarisation de la jeune fille. L'indice de parité entre filles et garçons au secondaire est très largement défavorable aux filles que les parents sortent de l'école au cours des premières années du collège, surtout quand, comme c'est souvent le cas, les établissements sont hors du village des parents. Pour remédier à cette déperdition qui par ailleurs favorise le mariage des enfants, je vais créer des internats pour les jeunes filles dans les collèges de proximité. Je compte lancer les travaux de construction de ces internats dans certains collèges aussitôt que j'aurai pris fonction de façon à les rendre opérationnels dès la rentrée scolaire prochaine.
- la réforme curriculaire en vue d'adapter notre école aux exigences de son environnement culturel.
- la mise sur pied d'une équipe d'architectes innovants pour la conception d'un modèle alternatif de construction des classes moins cher et plus adapté à notre environnement et ce en vue de mettre fin aux classes paillotes. »



Alphabétisation à Noma Koara Béri



Classe sous paillotte

Le Président fait une description exhaustive du système éducatif nigérien. Les propositions faites pour y remédier sont pertinentes. Reste maintenant à voir quels seront les moyens financiers engagés pour mettre en œuvre le plus rapidement possible ces propositions.

LACIM en 15 ans c'est 35 constructions de classe, c'est 39 sessions d'alphabétisation pour 1200 femmes et 8 sessions pour 240 hommes, c'est l'électrification de classes, c'est la construction de latrines, c'est l'achat de manuels et de fournitures scolaires. S'inscrivant de fait dans le programme du nouveau gouvernement,

LACIM poursuivra son action avec tous les projets améliorant les conditions de scolarisation des enfants et les conditions d'enseignement, ainsi que les projets pour l'alphabétisation des femmes et des hommes qui n'ont pas eu la chance d'avoir été scolarisés.

Il ne peut pas y avoir de démocratie respectueuse dans un pays où la population serait majoritairement ignorante.

Yves GAUCHER,
chargé de mission, Niger ■



Une classe bien remplie

Notre implication à Madagascar



Actuellement 25% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire dans les zones rurales ne sont pas scolarisés, particulièrement les filles. La situation est pire dans les zones rurales reculées. C'est là que LACIM intervient.

Lors d'un voyage en 2017 à Madagascar, en accompagnant Robert Pompey alors chargé de mission pour ce pays, j'ai eu l'immense plaisir de découvrir un univers, certes très pauvre, mais combien magnifique au niveau des paysages et attachant par sa population à l'accueil chaleureux.

Lorsque que Robert a décidé d'arrêter ces missions je me suis proposé pour prendre la relève : malheureusement notre mission prévue en octobre 2020 n'a pu avoir lieu à cause de la pandémie. Les visites dans les différents villages des environs de Fiadanana, qui est le chef-lieu (très reculé) autour duquel nous intervenons, m'ont permis de découvrir les différentes actions que nous menons là-bas depuis plusieurs années en collaboration avec l'association Razanamanga dont Michel Naets est le président, à l'activité débordante sur place par sa présence plusieurs mois par an (il faut dire qu'il a des ancêtres malgaches) : c'est un gage pour nous de la perspicacité des projets réalisés et du contrôle du bon usage des fonds envoyés par les comités français.

La caractéristique de nos actions est qu'elles se déroulent dans des zones très reculées du pays : deux jours de route à partir de la capitale vers le sud-est puis neuf heures de bateau sur le canal de Pangalan et enfin six heures de marche...

Ce sont des régions très délaissées par l'administration ce qui explique notre choix d'intervention.

Lorsque l'on arrive dans ces villages du bout du monde les demandes de la population sont toujours les mêmes : un puits et une école.

C'est donc à cela que nous essayons de répondre en priorité.

La problématique de construire une école se complique par l'incertitude qu'ensuite il y aura un enseignant qui voudra bien venir dans ces zones reculées. Nous essayons toujours d'avoir cette assurance par les pouvoirs publics avant de lancer nos projets mais c'est parfois compliqué.

Plusieurs projets ont été réalisés ou sont en cours de réalisation ;

- à Manakana, avec le groupe de Toucy en collaboration avec Telma, une école antisismique de trois classes a été construite, avec mobilier scolaire et latrines ;
- à Morarano, avec le groupe de Tarare, une école a été construite ;
- à Andranostsra avec Venabe un projet de construction est mis en route.

Nous faisons des projets intégrant -en plus de l'école et du mobilier scolaire- des sanitaires et un jardin potager pour initier les élèves aux cultures maraîchères et leur apprendre à diversifier leur alimentation.

Actuellement les projets sont un peu en stand-by : il nous tarde d'aller sur place avec Michel Naets pour réactiver cette dynamique !



La nouvelle école de Manakana



Manakana



Morarano

Guy MICHEL,
chargé de mission, Madagascar ■

Un système scolaire à améliorer



Le Bangladesh est un pays dont on parle peu. C'est un pays jeune. Les conditions naturelles et l'accroissement de la population en font un pays dont les structures sont longues à mettre en place. Le système scolaire en subit les conséquences.

L'enseignement public est obligatoire dès l'âge de 6 ans. Il y a cinq niveaux dans le primaire et trois niveaux dans ce qui correspond au collège. Tout Bangladeshi devrait être titulaire du Primary Education Certificate et du Junior School Certificate. Il peut alors rentrer dans le secondaire, puis l'université : il y en a de très bonnes en particulier à Dacca, mais ce n'est pas à la portée financière de toutes les familles.

Le problème de la surcharge des classes est encore plus important qu'en Inde. On comprend pourquoi les enseignants, malgré leur assiduité et leur bonne volonté, ne peuvent pas assurer un niveau correct à tous. Le décrochage au bout de 3 ou 4 ans est en outre fréquent en raison d'obstacles multiples : l'enseignement est trop difficile à suivre, l'école est loin, les parents préfèrent garder les enfants à la maison pour travailler.

Les enfants portent un uniforme, l'état fournit les manuels, l'enseignement se fait en bangali. L'anglais est enseigné principalement dans les écoles privées, de sérieuses rivaux pour les écoles d'état. Le Bangladesh compte également des écoles coraniques.



À Bhuïara

Des ONG étrangères ont aussi créé des écoles. C'est le cas de PEP (Poverty Eradication Programme) avec laquelle LACIM travaille, dans un secteur au sud de Dacca. Ces petites écoles sont appelées CDC (Child's Development Center : centre de développement de l'enfant) ; il y en a 41. Un CDC compte une trentaine d'enfants (60% filles, 40% garçons) sélectionnés dans les familles volontaires, les plus pauvres d'un village. Les parents sont associés à la gestion du CDC. Les enfants y restent deux ans ; après cela, ils intègrent l'école officielle la plus proche, au niveau de ce qu'on pourrait appeler ici le CE2. Ils ont ainsi appris le bangali, le calcul, puis l'anglais et des sciences sociales dans de bonnes conditions.

L'effet des CDC est positif, et LACIM en finance trois. Les enfants ont alors de bonnes bases : leurs savoirs sont plus sûrs, en particulier en bangali. Ils aiment l'école ; ils ont appris la propreté, ainsi que le sens de la « collectivité », du travail ensemble, une certaine culture de leur pays. Les échanges entre les parents, même partiellement analphabètes, sont appréciables.

Les travailleurs sociaux de PEP (Motin, Soye, Sumon, Allaudin, avec qui nous avons été en contact) voient un avantage certain à l'existence des CDC. Concernant le système scolaire officiel, ils trouvent que, même si le gouvernement fait des efforts, ces efforts se traduisent plus souvent en termes de quantité que de qualité. Il y a aussi des manques quant à l'alphabétisation des adultes et l'enseignement technique : les tentatives sont dispersées et désorganisées.

Il faudrait beaucoup plus de CDC et surtout des moyens immenses liés à l'importance de la population d'âge scolaire. L'amélioration ne se fera pas en un jour, LACIM y contribue.

Andrée MONTEUX,
chargée de mission, INDE



À Malchooa-Baghmara



À Doholia Bakshoganj

Des ambitions pour l'école, un résultat mitigé



L'Inde est la plus grande démocratie du monde avec 1,38 milliard d'habitants. C'est une puissance émergente et la scolarisation y contribue largement. De nombreux efforts ont été faits dans les vingt dernières années mais la réalité n'est pas à la hauteur de l'ambition affichée. LACIM essaie de répondre aux demandes des villages pour contribuer à améliorer la scolarité des enfants.

Malgré une volonté gouvernementale de scolariser en masse, les conditions d'accueil des élèves sont parfois encore bien précaires et inégales.

Des avancées importantes

En 2010, le vote du « Right to Education Act » et la création de la NML - la Mission d'Alphabétisation Nationale - avaient pour ambition de faire monter le taux d'alphabétisation à 85%, avec seulement 10% d'écart entre les hommes et les femmes, de réduire les écarts sociaux et de garantir l'acquisition de compétences valables en lecture, écriture et calcul pour les 15/35 ans.

La fourniture d'un repas à l'école primaire incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école. Les écoliers, repérables par leur uniforme, vont à l'école six jours par semaine. L'enseignement se déroule de juillet à mai avec les examens en avril /mai. Les matières enseignées sont la langue de l'état en plus de l'hindi, parfois les bases de l'anglais, le calcul, les sciences. Le cursus scolaire a pour but de mener jusqu'à l'enseignement supérieur, porte d'entrée dans



L'uniforme est de rigueur.

les meilleures carrières et belle vitrine pour l'Inde.

Des inégalités flagrantes

L'enseignement supérieur reste cependant peu accessible aux jeunes des ex sous-castes, même avec la discrimination positive. Les inégalités sont énormes entre les zones rurales et les zones urbaines, entre les

garçons et les filles, et entre les classes sociales. Il arrive fréquemment que les tribaux soient laissés de côté par les enseignants, et cela quand ils sont scolarisés, ce qui est loin d'être le cas pour tous. Les classes sont souvent surchargées, jusqu'à 60 élèves. Lors de nos visites, nous éprouvons une sensation d'entassement, les élèves sont assis par terre, leurs affaires posées sur une plaque, à même les genoux. Le matériel est succinct, les enseignants peu formés. L'absentéisme, y compris celui des personnels de direction, est important, provoquant des décrochages précoces d'enfants déjà pénalisés par l'éloignement de l'école, en plus d'obstacles divers à la scolarisation, en particulier pour les filles.

Malgré la théorie, le gouvernement ne consacre pas assez d'argent pour la scolarisation. Le nombre d'écoles est insuffisant et il arrive encore qu'on en ferme, quand dans le même temps, des écoles privées très chères se développent ! On aboutit ainsi à des situations catastrophiques. En conséquence, le taux d'alphabétisation, plus élevé au Kerala, au Gujarat et au Bengal, reste globalement faible, à 37%.



MG Nagar

LACIM agit pour la scolarisation

Les PH¹ des ONG avec lesquelles nous travaillons dans les villages tribaux sont conscients de l'importance de la scolarisation des enfants. Lorsqu'il y a une demande d'aide pour un jumelage, vient souvent en premier le financement d'un « tuition center » : environ deux heures de travail supplémentaire après l'école sous la supervision d'un « enseignant » rémunéré (1200 roupies par mois en général) qui réexplique les notions vues en classe et surveille les devoirs dans de meilleures conditions qu'à la maison. Cela permet aux enfants tribaux d'acquérir un bon niveau, de prendre confiance en eux-mêmes, et de rester au moins à flot à l'école du village.

On peut aussi répondre positivement à la demande de financement des familles pour l'achat d'un uniforme, celui-ci étant facteur d'intégration.

La tenue du tuition center se complète souvent par une demande de construction d'un « hall communautaire », local abritant les enfants du tuition center. Ce bâtiment a de plus un rôle social, car il sert pour les réunions des femmes et, s'il est assez grand, il héberge des activités artisanales.

Les PH organisent également des stages d'awareness (prise de conscience) pour pallier l'insuffisance des programmes scolaires quant aux questions d'hygiène, de nutrition et de puériculture, et pour enrichir les notions inculquées par les mères à leurs



Devoirs du soir à Kavali

filles. Ces stages sont mis en place en début de jumelage pour donner des notions de base et informer les participants sur les droits des tribaux.

Très souvent, les jeunes sortent du système scolaire sans même avoir envisagé un enseignement professionnel. C'est pourquoi LACIM finance pour les femmes des stages d'acquisition de savoir-faire : couture, fabrication de bijoux fantaisie, peinture sur sari, fabrication de sacs, de bougies, etc. Associés à des prêts, ils leur permettent de commencer un artisanat pour compléter les revenus du travail du mari.

Enfin, au cours de la mission 2016, la question de l'alphabétisation des adultes a été

soumise au débat dans quelques villages visités. Des pères qui ont déjà eu des difficultés à « digérer » notre insistance sur la nécessité d'envoyer les enfants à l'école sont encore à convaincre. A l'heure actuelle, deux jumelages ont profité de séances d'alphabétisation des adultes, CN Palayam et Annagaripalem.

L'aide apportée par LACIM pour l'accès aux savoirs est primordiale.

Andrée MONTEUX,
chargée de mission, INDE ■

¹ Projet Holder
(chef de projet qui manage le jumelage)



Séance d'alphabétisation à Annagaripalem

L'espoir au-delà des difficultés



Dans cet État indépendant depuis plus de deux siècles, l'éducation est toujours en jachère. Écrasé par les difficultés, Haïti entend cependant rester debout et son attachante population continue à redresser la tête coûte que coûte.

Malgré les aides financières internationales, malgré l'action d'ONG telles que l'UNICEF, force est de constater la faible performance du système éducatif. Cet état de fait explique en partie les difficultés rencontrées par Haïti pour accéder au développement. L'État haïtien, gangrené par la corruption et la violence, est incapable de redresser une situation où les droits fondamentaux des enfants sont bafoués, dont celui de l'éducation, et il ne tient pas ses promesses successives de financer une école fondamentale (primaire) gratuite.

Les indicateurs sont accablants

85% des enseignants du primaire sont non qualifiés, très peu rémunérés, voire souvent impayés.

Plus de 80% d'écoles privées : écoles Bolet, plus que médiocres, au but essentiellement lucratif, confessionnelles, communautaires. Quelques rares écoles haut de gamme.

56% des écoles fondamentales fonctionnent dans des installations précaires et vétustes ne favorisant pas de bonnes conditions d'apprentissage.

4,9 années, durée moyenne de scolarisation.

65% des enfants sont scolarisés tardivement ou connaissent une scolarité « à trous ».

Le taux d'alphabétisation des plus de 10 ans est de seulement **61%**, avec une forte inégalité entre le milieu urbain et le milieu rural.

Une population qui s'organise

Malgré les difficultés, Haïti entend rester debout et son attachante population continue à redresser la tête coûte que coûte. La plupart des parents ont une conscience très affirmée de la nécessité



Ecole de Charette

d'envoyer leurs enfants à l'école parce qu'ils savent combien l'enjeu est important pour leur avenir et pour le pays.

De nombreuses communautés villageoises, paroissiales, associatives s'organisent, avec parfois trois fois rien, pour que les enfants puissent au moins apprendre à lire et à écrire. Ceci explique en partie le nombre impressionnant d'écoles privées créées pour pallier l'absence de l'État, surtout dans les zones rurales... qui constituent la majeure partie du territoire haïtien. Par tous les sentiers montagneux, vous croisez au petit matin des groupes d'enfants, en uniforme impeccable.

Certains pédagogues demandent que les apprentissages fondamentaux soient transmis en créole haïtien, riche patrimoine du peuple haïtien. Actuellement, c'est encore essentiellement en français – souvent mal maîtrisé – que sont dispensés les enseignements.

Mais au-delà de ce tableau plutôt pessimiste, la culture des Haïtiens ne cesse de nous étonner et de nous toucher par sa très grande richesse : musique, littérature, peinture, cinéma... autant de domaines artistiques par lesquels les Haïtiens et Haïtiennes contemporain(e)s nous donnent des leçons d'humilité et des messages d'espoir !

Une des facettes de la richesse linguistique haïtienne et vivant patrimoine du pays : les proverbes imagés, réalistes et imprégnés de l'humour dont les Haïtiens ne se départissent jamais.

Comment ne pas terminer ce zoom sur l'éducation haïtienne par un dicton populaire ?

**« L'ignorance ne tue pas,
mais elle fait transpirer ! »**

Geneviève MAUGUET,
membre du CA ■



École Kay Timoun Bassin Bleu



Cuisine de l'école Kay Timoum

LACIM agit pour aider les familles à scolariser leurs enfants

Participation à la **construction** des classes, comme à Mont Organisé, Port-au-Prince, Bassin Bleu, Goyavier, Savanne Longue.

Soutien aux **activités génératrices de revenus aidant les parents à payer l'écolage**, comme à Carice et à Lavial.

Achats de denrées pour les cantines, axe incontournable de la problématique de la scolarisation des enfants : souvent seul repas de la journée, il permet aux enfants d'affronter les longues heures de marche pour se rendre à l'école.



Atelier de poudre reconstituante Mayi Ji



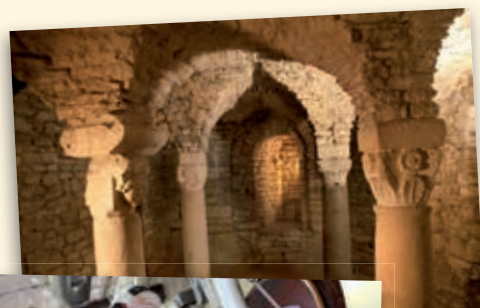
© Romain Jeuneau



LA VISITE DES ANIS

Une bien belle journée
au pays du bien bon bonbon

FABRICATION
DES ANIS
CRYPTÉE
MUSÉE &
ANCIENS ATELIERS
CAFÉ
BOUTIQUE



EPV
Entreprise
du Patrimoine
Vivant

Les Plus
Beaux Villages
de France®

MONUMENT
HISTORIQUE

SITE
GOUT
Association nationale

Tél. 03 80 96 20 88
www.anisdeflavigny.com

*Une idée de cadeau
sympathique, pédagogique
et solidaire*

En vente au prix de 10 €, la clé USB 16 Go LACIM contient un film sur l'éducation et peut être aussi utilisée pour d'autres enregistrements, le film ne prenant qu'1/5^e de la capacité de stockage.

*Deux films au choix :
Viens voir mon école
De la Calebasse à l'écriture*

Viens voir mon école (2015)

Scolarisation et formation, la base de tout développement

Ce film présente la situation scolaire telle qu'elle est vécue par les enfants au Mali et les différents problèmes liés à la scolarisation : l'éloignement des écoles, l'état des bâtiments et du matériel scolaire, le manque d'enseignants, etc.



De la calebasse à l'écriture (2020)

L'alphabétisation, un projet primordial pour LACIM

Depuis plusieurs années, notre association s'est beaucoup investie dans le domaine de l'alphabétisation. Ce film montre comment l'apprentissage de la lecture s'organise dans différents villages au Mali. La forme est peut-être différente dans les centres d'alphabétisation ouverts au Niger ou au Burkina Faso, mais l'objectif est le même.



Notre association a maintenant une chaîne Youtube. C'est un support utile lorsque vous animez des rencontres-discussions avec des personnes souhaitant mieux connaître les actions de LACIM.

Je suis solidaire, je fais un don

Je m'associe aux actions soutenues par LACIM et je fais un don de :

☐ 30 € ☐ 50 € ☐ 75 € ☐ 120 € ☐ autre montant : €

66% des dons sont déductibles des impôts dans la limite de 20% du revenu imposable. Un reçu fiscal est établi par LACIM

M. ☐ Mme ☐

Adresse :

Code postal : Ville :

☐ Je joins à ce bulletin un chèque à l'ordre de LACIM à envoyer à
LACIM 83 place des Marguerites 42540 Croizet/Gand

☐ Je souhaite adhérer à LACIM (pour un don supérieur ou égal à 36 €)

☐ Je souhaite recevoir l'actualité de LACIM par courrier électronique à l'adresse mail :

..... @

 Suivez LACIM sur **facebook**. Rendez-vous sur la page d'accueil www.lacim.fr et cliquez sur le lien.

JE SUIS SOLIDAIRE

